vinetur

La Grande-Bretagne interdira à certains délinquants libérés d’entrer dans les pubs

Des responsables ont indiqué que des restrictions ciblées pourraient aussi tenir les délinquants à l’écart des événements très fréquentés, grâce à des couvre-feux, des bracelets électroniques et un suivi GPS.

vendredi 2 octobre 2026



Le gouvernement britannique a annoncé jeudi qu’il imposerait un nouveau train de conditions de mise en liberté aux délinquants sortis de prison, notamment l’interdiction d’entrer dans des pubs, d’assister à de grands événements publics et de fréquenter d’autres lieux jugés susceptibles d’accroître le risque de nouvelles infractions.

Le ministère de la Justice a indiqué que ces mesures visent à réduire la récidive et à renforcer la protection du public en éloignant les délinquants des environnements susceptibles de déclencher des comportements nuisibles. Dans le cadre du plan, les personnes libérées sous conditions pourraient aussi être soumises à des couvre-feux, à un bracelet électronique et à un suivi de localisation par GPS. Dans le système britannique, être libéré sous conditions signifie qu'une personne quitte la prison avant la fin de sa peine, tout en restant soumise à une surveillance stricte dans la communauté.

Selon le ministère, les restrictions seront adaptées à chaque cas et appliquées aux délinquants autorisés à sortir plus tôt. Les agents de probation veilleront au respect des conditions, en travaillant avec la police et avec l'appui d'outils de surveillance. Si un délinquant ne respecte pas les conditions, a précisé le ministère, cette personne pourrait être renvoyée immédiatement en prison.

Le gouvernement a présenté cet ensemble comme le dispositif de restrictions de mise en liberté le plus strict jamais introduit au Royaume-Uni. Cette formulation vient du ministère de la Justice, qui a indiqué avoir élaboré l'approche en coordination avec la police et les services de probation, en s'appuyant sur les enseignements de programmes de surveillance antérieurs. Le ministère a également précisé que cette politique répond aux inquiétudes du public concernant la récidive.

L'annonce n'a pas détaillé l'ensemble des modalités opérationnelles pour chaque cas, mais elle a clairement indiqué que les autorités souhaitent un recours plus large aux restrictions fondées sur les lieux. Celles-ci peuvent viser non seulement les pubs et les clubs, mais aussi les matches de football et d'autres événements très fréquentés où les tensions, la consommation d'alcool ou l'anonymat dans les grands groupes peuvent compliquer la surveillance. Le ministère a indiqué que l'objectif est d'empêcher les délinquants de retourner dans des contextes liés à des comportements passés ou à des circonstances qui augmentent la probabilité de nouvelles infractions.

Cette politique s'inscrit dans une volonté plus large du gouvernement d'afficher une ligne plus dure sur la criminalité et la gestion des délinquants. Les ministres font face à une pression persistante pour rassurer le public sur le fait que les personnes libérées

de détention sont étroitement surveillées, surtout lorsque les décisions de libération anticipée suscitent un examen politique attentif. En mettant l'accent sur des conditions de mise en liberté détaillées et sur un meilleur respect des règles, le gouvernement cherche à montrer que la sortie de prison s'accompagnera de contrôles plus stricts dans la communauté.

Cette mesure pourrait aussi avoir des effets pratiques pour les entreprises du secteur des boissons et de l'hôtellerie-restauration, même si le gouvernement n'a pas présenté la politique sous un angle commercial. Les pubs, bars, clubs et autres établissements servant de l'alcool pourraient être soumis à une pression accrue pour maintenir des procédures de sécurité claires et une coordination étroite avec la police locale dans les cas impliquant des personnes connues pour présenter un risque élevé. Dans certaines zones, les exploitants pourraient recevoir davantage de demandes de vigilance à l'égard de clients frappés d'interdiction ou lors d'événements où les conditions de mise en liberté restreignent la présence. L'ampleur des changements au quotidien dépendra probablement de la manière dont les équipes locales de probation et de police appliqueront les règles.

Pour le secteur des boissons, la politique compte parce que les pubs et les clubs sont expressément cités parmi les lieux dont certains délinquants pourraient se voir interdire l'accès. Cela ne crée pas, d'après les informations publiées jeudi, une nouvelle obligation légale générale pour tous les établissements, mais cela pourrait accroître le besoin de formation du personnel, de signalement des incidents et de coopération avec les autorités lorsque des délinquants sont soumis à des restrictions individualisées. Les organisations professionnelles et les exploitants d'établissements suivront sans doute de près la publication d'indications plus détaillées sur la manière dont ces règles fonctionneront en pratique.

Dans son annonce, le ministère de la Justice n'a pas fourni de chiffres sur le nombre de délinquants susceptibles d'être soumis à ces nouvelles conditions ni sur la vitesse à laquelle la politique sera appliquée en Angleterre et au pays de Galles. Il n'a pas non plus publié de ventilation précisant quelles infractions ou quelles catégories de risque conduiront le plus souvent à des interdictions de fréquenter des pubs ou de grands événements. Ces précisions pourraient devenir importantes à mesure que les

tribunaux, les équipes de probation et les autorités pénitentiaires commenceront à appliquer ces conditions plus strictes dans des cas précis.

Le message central du gouvernement restait toutefois clair : les délinquants libérés sous conditions feront l’objet de limites plus larges sur leurs déplacements, d’une surveillance plus étroite de leurs mouvements et de conséquences plus rapides en cas de non-respect des règles. Selon les autorités, cette combinaison doit réduire les possibilités de récidive et renforcer la confiance dans le fait que les personnes sorties de détention restent sous contrôle strict.